

# Je suis perplexe devant la critique récurrente du vaccin



Vaccins : quelques réflexions : je ne suis pas médecin. Je constate simplement qu'hormis le recours au vaccin, personne ne connaît de moyen de vaincre l'épidémie qui perturbe actuellement la vie de la planète. Bien sûr, malgré les visions pessimistes de certains, cela n'a rien à voir avec les épouvantables hécatombes dues à la peste noire dans le passé lointain, ou même avec la grippe espagnole d'il y a un siècle. Tout de même, c'est assez pour paralyser en grande partie la vie dans un monde où, il faut dire, on ne supporte plus grand-chose ; surtout en Occident. Contre toute attente, des vaccins ont été trouvés en moins d'un an. Mais pas de vaccin français ! Camouflet au pays de Pasteur.

Notre gouvernement, depuis plus d'un an, a tout raté dans la gestion de cette épidémie. Notre Président s'est régulièrement adressé à nous comme si nous étions des enfants. Maintenant, il nous annonce qu'on mise tout sur une vaccination massive, comme si c'était un scoop ; et on passe d' « accélération » (il y a même eu des accélérations de l'accélération), à « montée en puissance » avant de « mettre le paquet » grâce à « des arrivages massifs » de vaccins qu'on injectera « jour et nuit » dans des « vaccinodromes ». Rien de cela ne se passe,

bien sûr ; jusqu'à maintenant en tous cas. Mais si tout ne va pas aussi vite et bien qu'on le voudrait, c'est de la faute aux laboratoires, convoqués pour camoufler l'incurie de l'État ; et celle de l'Europe à qui on a fait imprudemment trop confiance. Le succès relatif des États « indépendants » le démontre.

Je suis perplexe devant ces critiques sans nuance que je vois surgir sur les sites de santé et dans la bouche de tout ce qui se croit compétent ou autorisé pour dénoncer des laboratoires, instigateurs de manœuvres où l'appât du gain supplanterait le souci du bien-être des malades potentiels. Les donneurs de leçons habituels demandent que les vaccins soient déclarés quasi -« patrimoine de l'humanité », partagés équitablement avec tous, et que les découvreurs soient en fait dépossédés de leur propriété intellectuelle. Foin des dépositaires de brevets ! La survie de l'espèce humaine l'exige !

Les intérêts de l'industrie pharmaceutique, comme ceux de toute industrie, sont évidents. Cela doit inciter à les contrôler et à porter un regard prudent, voire inquisiteur, sur tout ce qui tourne autour de la santé humaine. Mais si on suit aveuglément ce qui s'écrit ou se dit, tout est bon à jeter aux chiens, tout est suspect, systématiquement présenté comme le produit du mercantilisme sans scrupule desdits laboratoires. Mais qui a trouvé les vaccins ? Qui a investi des sommes énormes dans la recherche sinon les laboratoires et aussi les contribuables des États découvreurs ? Alors que ceux-là soient servis en premier ne me choque pas. Certains, dont l'OMS, demandent aussi que les vaccins disponibles soient équitablement distribués dès maintenant aux pays pauvres de la planète. Si un vaccin avait été découvert au Congo, je suppose que les Congolais auraient été servis en premier. Pourquoi en serait-il différemment ailleurs ? Les pays pauvres patienteront un peu ; mais ils finiront par être servis eux aussi, et probablement gratuitement, comme cela s'est toujours fait dans le passé. N'est-ce pas en grande partie grâce à la médecine

des Blancs que la démographie africaine est si « épanouie » au point de nous menacer de submersion ?

Si d'aventure on était assez fou pour déposséder les laboratoires de leurs brevets, il y aurait tout à craindre pour la recherche future. Qui oserait encore investir dans des recherches dont les fruits pourraient lui être confisqués ? Cette « aventure » sanitaire liée au Covid-19 rappelle les débats récurrents sur la nécessité d'imposer ou non des vaccins aux populations.

Il ne faut pas oublier que certaines maladies très graves n'ont été éradiquées que grâce aux vaccins, objets de recherches difficiles, longues donc coûteuses : poliomyélite, tuberculose, tétanos, variole, maladies tropicales etc. Si demain on trouve des vaccins contre le sida, le cancer peut-être un jour, les refusera-t-on au prétexte que dans quelques cas très rares ils sont inefficaces, mal tolérés voire dangereux ? Si on doute maintenant de la nécessité d'imposer des vaccins, c'est bien parce qu'on est dans une société débarrassée de certains fléaux grâce aux vaccins. Est-on certain qu'à la longue, dans une population non protégée donc rendue plus vulnérable, certaines maladies presque oubliées ne resurgiront pas ? Quels délais alors pour refabriquer en quantité suffisante des vaccins dont l'effet n'est jamais immédiat ? D'autant que nous acceptons chez nous, chaque année, sans contrôle sanitaire, 4 à 500 000 migrants, clandestins ou non, qui viennent souvent de pays où des pathologies redoutables existent toujours. Certains vecteurs importés ont nécessité par exemple il y a une vingtaine d'années la réouverture de sanatoriums. Certes, imposer onze vaccins comme c'est le cas en France aujourd'hui, cela paraît beaucoup ; des pays européens n'en imposent plus aucun. Entre ces deux extrêmes n'y a-t-il pas un juste milieu, imposé par une saine réflexion ? En tous cas une explication convaincante manque toujours. Je souhaiterais un peu plus de mesure sur ce sujet, d'un côté comme de l'autre.

**Général Roland Dubois**